



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

>>>

Service Commun
de la Documentation

Commission Consultative Spécialisée
Secteur Droit – Économie - Gestion

3 juillet 2012

Compte rendu

Présents :

UFR-ip Droit Économie Gestion :

Céline BAS, Delphine COSTA, Patrick GIANFALDONI

IUT :

François FULCONIS, Chrissoula TSIKNAKI

Service Commun de la Documentation :

Yvette AUMÉРАН, Isabelle DIMONDO, Olivier PONCIN

Excusés :

UFR-ip Droit Économie Gestion :

Jean-Robert ALCARAS, Pierre FRESSOZ, Patricia PARTYKA, Franck PETIT,
Samuel PRISO-ESSAWE

IUT-TC :

Didier CHABAUD, Anne MAURAND-VALET

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE

**SERVICE COMMUN
DE LA DOCUMENTATION**

Campus centre-ville

Site Ste Marthe

74 rue Louis Pasteur

84018 AVIGNON CEDEX 1

Tél. + 33 (0)4 90 16 27 60

Fax. + 33 (0)4 90 16 27 70

bu@univ-avignon.fr

<http://www.bu.univ-avignon.fr>

Il s'agit probablement de notre dernière Commission Consultative Spécialisée proprement dite ; le décret n° 2011-996 du 23 août 2011 relatif aux bibliothèques [...] des établissements d'enseignement supérieur a modifié le statut des SCD : les CCS s'appelleront désormais « Commissions Scientifiques Consultatives de la Documentation ». Le prochain Conseil de la Documentation précisera les nouvelles règles (missions, modalités de désignation de ses membres, modalités de fonctionnement).

A. La Vie du fonds documentaire

I. L'Entretien du fonds

a. Importance croissante des dégradations d'ouvrages de Droit

Depuis deux ans nous trouvons un nombre croissant d'ouvrages juridiques (essentiellement des manuels) de 1ère année) gravement endommagés : arrachage des feuilles, découpe au rasoir, etc. La plupart sont irréparables et nous devons les pilonner. Pourtant les manuels de base sont acquis en plusieurs exemplaires et il est facile de les photocopier, sans parler de notre abondante documentation électronique...

Le service des périodiques a constaté des faits similaires dans les revues juridiques.

Nos étudiants de Droit deviendraient-ils de petits sauvages ?

b. Réorganisation des espaces

Les espaces de la Bibliothèque centrale ont été réorganisés en vue d'une meilleure adéquation aux besoins de nos lecteurs. Au second niveau, la collection du *Recueil Dalloz* papier a quitté les abords du Bureau de Renseignements pour regagner la Salle des Périodiques. Les vols ayant diminué depuis que nous avons sur notre réseau la version électronique de ce périodique, il n'était plus nécessaire de le traiter différemment des autres.

c. La Bibliothèque de Droit

Les nouvelles acquisitions (22 ouvrages) de la Bibliothèque de Droit ont été traitées (indexées, cataloguées, équipées) et rangées sur les rayonnages.

II. L'Accroissement du fonds

a. Accroissement du fonds du secteur Droit en 2011

- Acquisitions payantes : 1.668 volumes pour 1.272 titres.
- Dons : 52 volumes, dont 43 en droit, 3 en économie et 6 en sciences politiques.
- Centre de Documentation Européenne : 175 volumes ventilés, selon leur sujet, entre différents secteurs documentaires.

b. Répartition Formation / Recherche

Dès 2006, la procédure d'indexation des ouvrages a intégré le code Conspectus ou niveau de profondeur de lecture :

1 – niveau Licence, public motivé

Manuels, mémentos, cours, travaux dirigés, annales, introduction à la discipline (présentation de la discipline, méthodologie, guide des études), lexiques et dictionnaires, guides pratiques, codes, grands arrêts (GAJA...), rapports officiels (La Documentation française), « Que sais-je ? »...

2 – niveau Master-Doctorat, enseignants-chercheurs

Traité, thèse (dactylographiées ou éditées : LGDJ...), mélanges, rapports de recherche (GIP...), actes de colloques, encyclopédies thématiques, documents du Centre de Documentation Européenne (sauf exception)...

Au niveau de l'ESGBU, ces deux notions correspondent approximativement aux deux niveaux de répartition de la documentation universitaire :

Niveau 1 = Formation (ou Enseignement)

Niveau 2 = Recherche

Secteur Droit-Économie-Gestion en 2011 : Répartition des ouvrages entre Formation et Recherche (calculé d'après le nombre de volumes) :

%	Ouvrages
Formation	75
Recherche	25

L'évolution des pourcentages par rapport à l'année dernière (Formation : 69, Recherche : 31) est probablement dû à l'augmentation sensible des achats en Réussite Licence.

c. Le Volet documentaire du Plan Réussite en Licence

Dans le cadre du Plan Réussite en Licence, l'UAPV a attribué en 2010 au SCD un crédit de 20.000 € - dont 5.000 € pour le secteur Droit-Économie-Gestion - dans le but d'acquérir un fonds documentaire spécifiquement consacré aux étudiants de L1, afin d'améliorer leur taux de réussite et de favoriser leur bonne intégration dans le cursus universitaire.

Ce crédit a été reconduit en 2011.

La Commission consultative spécialisée de 2009 nous avait permis de définir le type de documents à acquérir : support, contenu, nombre d'exemplaires et politique de prêt associée. Suite à la Commission, plusieurs enseignants nous ont précisé les éditeurs et collections qu'ils recommandaient plus particulièrement.

Un besoin récurrent est constaté chez les étudiants de L1 en manuels de base et ouvrages de référence : les ouvrages empruntables ne sont pas rendus à temps et sont thésaurisés par quelques-uns, les ouvrages exclus du prêt (pour rester accessibles à tous) sont volés ou cachés, et les étudiants se plaignent de ne pouvoir y accéder aussi facilement que nécessaire.

Aussi avons-nous acquis un exemplaire supplémentaire des manuels les plus fondamentaux, passant ainsi de deux à trois exemplaires ; ces manuels peuvent être empruntés mais pendant un délai plus court (7 jours au lieu de 21) et non renouvelable, afin qu'ils circulent rapidement parmi le plus grand nombre possible d'étudiants.

Par ailleurs, des annales, des ouvrages de TD, d'exercices et de méthodologie leur permettant de consolider leurs connaissances ont été acquis, mais en deux exemplaires seulement, avec la même politique de prêt. Des dictionnaires et lexiques, consultables sur place et donc toujours accessibles, ne nécessitent par contre qu'un seul exemplaire.

Modulation entre type de documents, nombre d'exemplaires et politique de prêt

Type de document	Éditeurs, collections	Nombre d'exemplaires	Politique de prêt
Manuels les plus fondamentaux en droit et en économie	Dalloz, LGDJ, Montchrestien, Cujas, Economica, Hachette supérieur, Litec, PUF...	3	7 jours non renouvelables

Ouvrages de TD, manuels d'exercices	Lexis Nexis (Juris Classeur. Objectif droit), Litec (Objectif droit. TD), LGDJ (Exercices corrigés)...	2	7 jours non renouvelables
Ouvrages de méthodologie	Hachette supérieur (Les Fondamentaux. Droit, sciences politiques), LGDJ (Les Méthodes du droit), Montchrestien (Cours)...	2	7 jours non renouvelables
Annales de sujets d'examens	Dalloz (Annales du droit)...	2	7 jours non renouvelables
Dictionnaires, lexiques	Dalloz (Lexique), PUF, Dunod (Dico Dunod)...	1	Consultable sur place

Bilan des acquisitions

Volet documentaire du Plan Réussite en Licence 2011, secteur Droit-Économie-Gestion : 6.462 € dépensés sur un crédit de 5.000 € correspondant à 99 titres et 297 volumes.

Répartition des acquisitions entre disciplines : 87 % en Droit, 13 % en Économie-Gestion (l'offre éditoriale en manuels de base y est sensiblement moins développée qu'en Droit).

Bilan des prêts

Nombre de prêts : 1.538 prêts, dont 84 % par des étudiants de niveau Licence.

Ce chiffre montre que l'intérêt de cette documentation de base, quoique ciblant un public spécifique et majoritairement utilisée par celui-ci, transcende partiellement ce clivage : les grands fondamentaux sont exploités pour 16 % par les étudiants de niveau Master et Doctorat ainsi que les enseignants-chercheurs.

Succès des titres concernés par rapport à ceux du secteur documentaire Droit-Économie-Gestion : un ouvrage « Réussite en Licence » est emprunté 8 fois plus qu'un ouvrage classique du fonds !

Parmi les titres les plus empruntés figurent des manuels de droit civil, constitutionnel, administratif et du travail.

Le délai de prêt de 7 jours seulement avait pour but de faciliter et intensifier la rotation du fonds : le fait que les titres les plus empruntés enregistrent jusqu'à 43 prêts (contre 10 ou 11 en secteur Lettres) prouve que le but a été atteint.

d. Projet thématique CNL

Un projet thématique a été élaboré pour être déposé auprès du Centre National du Livre en décembre 2011, sur le thème « La Construction européenne ; aspects, enjeux, avenir ». Pour répondre aux critères du CNL, il s'agit d'un thème transversal et interdisciplinaire, intéressant le droit, les sciences politiques et l'économie, mais l'histoire et la sociologie...

Suite à plusieurs entretiens téléphoniques avec M. Hermel, il est apparu que ce projet ne correspondait pas au profil souhaité par le CNL, les éditeurs étant majoritairement universitaires et/ou francophones (Bruylant, Larcier, De Boeck, Peter Lang...).

e. Intégration d'un don

Un particulier nous a offert le *Répertoire Dalloz 1845-1873* (44 volumes) et son *Supplément 1887-1897* (17 volumes), en bon état à l'exception de deux volumes atteints par la moisissure qui ont été traités énergiquement et restent sous surveillance.

Vous les trouverez sur les rayonnages dédiés aux « livres anciens », en Salle de Recherche Lettres et Droit.

f. Renouveau du marché documentaire

Le marché documentaire du SCD prenant bientôt fin (le fournisseur de notre secteur est actuellement la Librairie Decitre de Lyon), nous avons initié une nouvelle procédure de passation de marchés publics en liaison avec la Cellule des marchés de l'Université. Ce marché devrait débuter le 1er janvier 2013 pour prendre fin en décembre 2016.

III. La Valorisation du fonds

a. Formations documentaires

- **Niveau Licence**

Une UE (Unité d'Enseignement) d'ouverture « Formation documentaire » a été dispensée aux étudiants de L1 de l'UFR-ip Droit Économie Gestion (L1 Droit, L1 AES et L1 Économie-Gestion). Cette UE s'inscrit dans une démarche transversale de formation méthodologique.

Elle comporte 12h de formation pour chaque étudiant, réparties en 8 séances d'1h30 chacune :

- Présentation générale (amphithéâtre) : présentation de l'UE, du portail documentaire du SCD...
- Typologie des documents (salle de vidéoprojection) : qu'est-ce qu'une monographie, un périodique ?...
- Catalogue informatisé de la Bibliothèque et accès aux documents (salle informatique de la BU).
- Méthodologie de la recherche (salles de l'Université).
- Recherche sur l'Internet, la validité de l'information, le droit d'auteur (salles de l'Université).
- Les Bases de données (salles de l'Université). Évaluation : QCM en ligne (correction automatique).
- Synthèse et application (BU).
- Évaluation finale : description d'une démarche de recherche sur un sujet choisi en liaison avec l'enseignant-responsable

Les formations ont été dispensées par trois étudiants vacataires de la filière Droit (2 masters et 1 doctorant) encadrés par un personnel titulaire.

Le service Formation utilise la plate-forme pédagogique de l'Université, qui permet à la fois de déposer des supports de cours, de faire des évaluations (QCM auto-correctifs...) et de communiquer avec les étudiants. 469 étudiants Droit, 230 étudiants AES et 262 étudiants Économie-Gestion ont suivi cette UE, soit 961 pour l'UFR-ip Droit Économie Gestion

Parmi les étudiants qui ont suivi cette formation, 84 % d'étudiants Droit, 51 % d'étudiants AES et 63 % d'étudiants Économie-Gestion en ont obtenu la validation.

- **Niveau Master**

Ont suivi la formation à la recherche documentaire spécialisée :

- Master 2 Droit des contrats privés et publics (recherche) : 7 étudiants
- Master 2 Juriste européen (professionnel) : 6 étudiants

Ces formations de 3 h. sont réalisées en collaboration étroite avec les enseignants responsables des enseignements.

Chaque formation, qu'elle soit de niveau L ou M, donne lieu à l'élaboration d'un document pédagogique spécifique, complété et mis à jour chaque année, consultable sur le site du SCD .

b. Expositions

- **Exposition « Ouvrages fondamentaux pour les étudiants de Licence »** du 1er au 30 septembre 2011

Présentation aux étudiants de L1 des livres jugés indispensables à leur réussite (dont une section consacrée au Droit, à l'Économie et à la Gestion), de façon à les familiariser avec les titres, les éditeurs, les collections : principaux manuels, lexiques, codes, GAJA, ouvrages de méthodologie...

B. La Politique documentaire

a. Les Périodiques

Le secteur documentaire recense 142 périodiques papier vivants, dont 98 en Droit-Sciences politiques et 44 en Économie-Gestion, pour un coût global de 33.133 €

Nos lecteurs peuvent emprunter les périodiques (4 numéros pendant 7 jours, avec possibilité de renouvellement pour 7 autres jours), à l'exception du dernier numéro.

Bilan du prêt des périodiques en 2011 :

507 prêts pour le secteur documentaire (contre 614 en 2010), dont 361 en Droit, 103 en Économie, 35 en Sciences politiques et 8 en Gestion, soit une moyenne de 3,50 prêts par titre de périodique (contre 4 en 2010).

Périodiques de Droit les plus empruntés :

Cahiers de droit européen ; Droit social ; Journal du droit international ; Le Particulier ; La Revue administrative.

Périodiques d'Économie les plus empruntés :

Actualidad económica ; Banque ; Business week ; Économies et sociétés : cahiers de l'ISMEA ; Fortune.

Périodiques de Gestion les plus empruntés (à la Bibliothèque centrale) :

La Revue française de gestion ; La Revue des sciences de gestion ; Personnel ; Revue de gestion des ressources humaines ; Management international.

Périodiques de Sciences politiques les plus empruntés :

Problèmes politiques et sociaux ; Revue française de science politique ; Pouvoirs ; Regards sur l'actualité : mensuel de la vie publique en France ; Politiques et management public.

Désabonnements en 2011 :

- *Le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE, ex-JOCE).*
- *Revue de droit fiscal.*
- *Human Relations.*
- *Journal of management.*
- *Organization science.*
- *Strategic management journal.*

Le désabonnement à ces revues avait été décidé lors de la dernière Commission afin de dégager des crédits pour l'acquisition de la bases de données *Navis Fiscal*.

Le *JOUE* est accessible en ligne sur *Europa*, la *Revue de droit fiscal* sur *JurisClasseur* ; les quatre revues de gestion, très onéreuses, n'avaient apparemment plus de public.

Abonnements papier ayant pris fin :

▲ *La Tribune* (éteint en janvier 2012)

Des vidéos associées à des articles juridiques !

La Semaine Juridique, Édition générale (JCP G 2012, n°17, 23 avril, doctrine 531) publiait notamment un article de Yann Aguila sur la notion de "Préjudice écologique" dans la rubrique « Le Mot de la semaine ». La nouveauté de cet article réside dans le fait qu'il proposait au lecteur la possibilité de retrouver son auteur dans une vidéo disponible sur le site *LexisNexis.fr*.

Le site de cet éditeur offre donc en page d'accueil la reprise de l'article, accompagnée d'une vidéo de 4 minutes qui en prolonge la lecture. Cette vidéo est le résultat du partenariat établi entre la revue *La Semaine juridique* et le Club des juristes dans le cadre de la rubrique « Le Mot de la semaine » qui propose de façon régulière des articles en lien avec l'actualité.

Il est fait mention pour un futur proche de l'application *LegalTag*, qui techniquement repose sur la technologie des Flashcodes, et permettra par un scan d'accéder directement sur son smartphone à la vidéo de certains articles de la revue.

Difficultés rencontrées avec EBSCO

(Olivier Poncin, responsable du service Périodiques)

La réorganisation en fin d'année 2011 - début 2012 du service client de l'agence d'abonnement EBSCO qui gère notre portefeuille de titres périodiques, a engendré différentes difficultés de réception des titres abonnés à la bibliothèque entre janvier et mars dernier. Ces retards ont porté dans un premier temps sur les quotidiens nationaux mais *in fine*, plusieurs autres titres ont été touchés.

La situation s'est nettement améliorée depuis avril - mai 2012, mais il demeure encore des difficultés de réception de certains titres.

Les outils AtoZ et LinkSource

(Olivier Poncin, responsable du service Périodiques)

AtoZ est une base de données recensant l'ensemble des publications périodiques auxquelles la bibliothèque universitaire donne accès au texte intégral des articles ; soit par abonnement soit de gratuitement, à l'instar du portail Persée.

Cet outil intégré au portail de la bibliothèque depuis fin 2008 permet la consultation du texte intégral de nombreux titres acquis en abonnement électronique seul, mais également de titres abonnés en version papier qui comportent en parallèle une version électronique.

L'accès à ces titres se fait souvent par un accès login /mot de passe mais grâce à AtoZ, nous avons pu inscrire ces identifiants directement sur la notice du titre permettant un accès supplémentaire à ces titres initialement disponibles que dans leur version imprimée.

Depuis 2011, la bibliothèque propose un nouvel outil, LINKSOURCE, permettant à partir de bases de données bibliographiques ou même directement depuis le catalogue de la bibliothèque, d'obtenir directement, soit l'accès au texte intégral de l'article obtenu dans la base bibliographique, soit l'accès direct à la version électronique d'un titre de revue signalé dans le catalogue.

L'exemple proposé en Annexe I d'une recherche portant sur les *jeux olympiques* donne deux illustrations de l'intérêt d'un tel outil aussi bien pour les étudiants que pour les chercheurs.

En effet, Linksource supprime le décalage qu'il pouvait y avoir entre la référence bibliographique simple et l'accès au document primaire en supprimant l'étape recherche dans le ou les bases de données en texte intégral.

L'exemple décrit en Annexe II décrit, quant à lui, une autre fonctionnalité intéressante du résolveur de liens, qui permet de passer de la version imprimée décrite dans le catalogue directement à l'équivalent électronique, sans sortir du catalogue et sans interrogation supplémentaire d'une quelconque base de données.

b. La Documentation électronique

1. Les Livres électroniques

Les livres électroniques ou *e-books*, consultables gratuitement à partir des postes de la bibliothèque ou depuis son domicile par tout lecteur inscrit à la bibliothèque, rencontrent un vif succès, principalement auprès des étudiants de Licence.

Par l'intermédiaire du consortium d'achat Couperin, nous mettons à la disposition de nos lecteurs l'offre du fournisseur Cyberlibris : il s'agit d'un ensemble de 4 bouquets thématiques, dont 3 nous intéressent plus particulièrement :

- Sciences économiques et gestion : 2.451 titres.
- Sciences humaines et sociales : 6.104 titres.
- Emplois, métiers et formations : 229 titres.

L'offre s'est développée quantitativement mais aussi diversifiée, en s'ouvrant à la production éditoriale anglo-saxonne.

- Principaux éditeurs en Droit : EMS éditions, Gualino, Eyrolles, Dunod... ; quelques Montchrestien et LGDJ.
- Principaux éditeurs en Économie-Gestion : EMS éditions, Gualino, Eyrolles, Dunod, Vuibert... ; en anglais : World Trade Press, Marshall Cavendish, McGraw Hill...

Ce sont plutôt des documents de niveau Formation que Recherche : les manuels sont particulièrement bien représentés ; les titres sont loués et non pas achetés : la liste est renouvelée chaque année.

Céline Bas fait remarquer que si le contenu de la base Cyberlibris est riche, son moteur de recherche n'est pas assez performant pour pouvoir exploiter ses ressources de façon optimale, ce qui lui enlève beaucoup de son intérêt.

Rappelons que par l'intermédiaire de Cairn, nous avons accès non seulement à des périodiques, mais aussi à des livres électroniques : *Que sais-je ?* (Presses Universitaires de France) et *Repères* (La Découverte), collections particulièrement intéressantes pour les étudiants de premier cycle (1.461 titres, tous en français).

2. Les Bases de données en ligne

Panorama des bases de données

- Bases payantes en Droit

Dalloz.fr, Le Doctrinal Plus Xtra, JurisClasseur, LamyLine Reflex – 2LR, Lextenso, Mémentis Francis Lefebvre + Navis Fiscal, Net permanent – ELNet.

Sept bases de données juridiques payantes, comprenant un total de 80 périodiques électroniques et de 239 « documents intégrés » selon la nomenclature RAP (encyclopédies Dalloz ou JurisClasseur, ouvrages LamyLine, Mémentis Francis Lefebvre, dictionnaires et codes Net permanent...).

- Bases payantes en Économie-Gestion

Business Source Elite - EconLit.

Voir l'annexe III : La Bibliothèque électronique en 2011.

Problèmes avec les fournisseurs

Durcissement de la position des fournisseurs

Le consortium d'achat Couperin, chargé de négocier au plus juste prix la documentation électronique pour les SCD et bibliothèques de grandes écoles, a informé ses adhérents d'un durcissement sensible de la position des fournisseurs dans le cadre des négociations : par exemple pour *JurisClasseur*, augmentation des tarifs jusqu'à 40 % (!), abaissement de la durée des groupements d'achat (donc à prix bloqués) de 3 à 2 ans, etc.

Contentieux avec JurisClasseur

Saisis par leurs membres, L'ABES et Couperin ont vivement réagi à l'initiative de JurisClasseur qui, de façon unilatérale et sans préavis, a supprimé l'accès aux matières notariales :

- ⤴ Encyclopédies JurisClasseur :
 - JCI. Fiscalité immobilière
 - JCI. Impôt sur la fortune
 - JCI. Liquidations – Partages
 - JCI. Formulaire notarial
 - JCI. Répertoire notarial
- ⤴ Revues :
 - La Semaine juridique – Notariale et immobilière
 - Revue fiscale notariale

Après une enquête auprès de ses membres, l'ABES-Couperin a tenté une négociation auprès du fournisseur LexisNexis ; ses nombreuses tentatives pour obtenir un règlement à l'amiable ont échoué. Les membres du groupement de commandes (auquel nous appartenons) envisagent un recours contentieux contre LexisNexis.

Statistiques d'utilisation

Les statistiques d'utilisation des bases de données en ligne devant être collectées auprès de chaque éditeur, les données recueillies ne sont pas vraiment homogènes.

Toutefois, on remarque sans surprise que *Dalloz.fr* et *JurisClasseur* sont les grands favoris de nos lecteurs, suivis par *Lextenso*.

Quant à *Doctrinal Plus* il a rattrapé son retard, les étudiants avancés prenant conscience de son intérêt dans l'élaboration d'une bibliographie dans le cadre d'un mémoire ou d'une thèse.

Nouvelle acquisition

Suite à une décision prise lors de la dernière Commission, nous avons souscrit un abonnement à la base de données **Navis Fiscal** des Éditions Francis Lefebvre.

Le *Navis Fiscal* est l'équivalent électronique de l'*Encyclopédie Francis Lefebvre* d'autrefois, c'est-à-dire un document beaucoup plus complet et exhaustif que le simple *Memento* (*Memento Fiscal* archivé sur 4 ans, jurisprudence fiscale depuis 1975, formulaire de procédures fiscales, etc.), tout en étant plus à jour que les cinq *Encyclopédies JurisClasseur* consacrées au droit fiscal.

Le droit fiscal des affaires figurant dans deux spécialités de Masters en projet pour le prochain contrat quadriennal, cette base de données aura donc un large public auprès des étudiants avancés et des enseignants-chercheurs.

La mise en place de cette base a été longue et laborieuse : l'éditeur, Francis Lefebvre, a la fâcheuse habitude de susciter moult difficultés techniques et comptables à ses clients...

Pour accéder au *Navis Fiscal* sur notre site :

Droit-Économie-Gestion > Bibliothèque électronique spécialisée > Éditions Francis Lefebvre

identifiant : BU (si vous n'avez pas déjà créé votre propre espace abonné), puis onglet Naviguer

(matières) : Fiscal

(faites vote sélection) : Navis

La base est aussi accessible sur votre ENT.

Accès distants

Céline Bas demande qu'on puisse accéder à *LamyLine.fr* par accès distant. Cette demande sera transmise à la Direction Opérationnelle des Systèmes d'Information (DOSI) qui gère nos problèmes de connexion depuis le départ de notre ingénieur informatique.

Licences nationales

Dans le cadre de la mise en place de la « Bibliothèque scientifique numérique », l'ABES a été mandatée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche fin 2010 pour négocier et acquérir des ressources sous forme de licences nationales en s'appuyant sur les expertises du consortium Couperin et de l'INIST-CNRS.

À la différence des groupements de commandes actuels : financement à la source par le Ministère ; tous les établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche en seront bénéficiaires ; les achats portent sur des archives de périodiques électroniques et d'e-books, et non sur des abonnements courants

Bases déjà disponibles sur notre réseau : *Springer, Classiques Garnier...*

Actuellement en négociation :

- ▲ Sciences juridiques : Recueil des cours de La Haye (1923-2011).
- ▲ Sciences économiques et de gestion (soit 413 titres de revues)
 - Wiley, bouquet « Economics, Finance and Accounting » (1er numéro-1996).
 - Wiley, bouquet « Business and Management » (1er numéro-1996).
 - Emerald, bouquet « Backfiles » (1er numéro-1999).
 - Emerald, bouquet « Management e-journal Archives » (1991-2005).

Pour en savoir plus :

<http://www.licencesnationales.fr/>

c. Le Plan de développement des collections

Voir l'Annexe IV : Le Plan de développement des collections 2012-2013.

Annexe I

Exemple de recherche utilisant le résolveur de liens Linksource à partir de la base de données FRANCIS

1) Extraits des résultats obtenus après une recherche utilisant les mots-clés **jeux** et **olympiques** dans le champ titre

Résolveur de liens LINKSOURCE

<p>16. <input type="checkbox"/> Barcelone apres les jeux olympiques -Barcelona arter the olympic games> WALLS, J.F. <i>Revue francaise d'administration publique</i>. 1994. (71): pp. 515-520 [article] AN: 6353161</p>	<ul style="list-style-type: none">• Référence complète• Accéder au texte intégral• Internet Resources• LinkSource
<p>17. <input type="checkbox"/> Frequence des problemes de sante bucco-dentaires chez les participants des Jeux Olympiques de Barcelone, en 1992 SOLER BADIÀ, D. <i>International dental journal</i>. 1994. vol. 44 (1): pp. 44-48 [article] AN: 6359722</p>	<ul style="list-style-type: none">• Référence complète• Internet Resources• LinkSource
<p>18. <input checked="" type="checkbox"/> Les jeux olympiques. Programme pour une analyse. Les enjeux du football -The Olympic Games. Program for an analysis. The stakes of football-> BOURDIEU, P. <i>Actes de la recherche en sciences sociales</i>. 1994. (103): pp. 102-103 [article] AN: 3716996</p>	<ul style="list-style-type: none">• Référence complète• Accéder au texte intégral• Internet Resources• LinkSource
<p>19. <input type="checkbox"/> Jeux olympiques : l'Etat vainqueur d'un combine alpin MILLIEZ, D. <i>SERVICE PUBLIC</i>. 1992. (2): pp. 6-10 [article] AN: 6506915</p>	<ul style="list-style-type: none">• Référence complète• Internet Resources• LinkSource
<p>20. <input type="checkbox"/> La Poste et France Telecom, des partenaires fortement impliqués dans l'organisation des XVI^e jeux olympiques d'hiver FANNETIER, G. <i>Revue Administrative (La)</i>. 1992. vol. 45 (265): pp. 60-61 [article] AN: 6563628</p>	<ul style="list-style-type: none">• Référence complète• Internet Resources• LinkSource

Effacer les résultats sélectionnés Afficher : Titre Citation Résumé 10 Par page Précédent Aller à la page Suivant

Tout *Flage* Imprimer Courrier électronique Exporter Ajouter à mes projets Voir la

2) Accès à l'article **Les jeux Olympiques- Programme pour une analyse** de P.BOURDIEU dans la revue *Actes de la recherche en Sciences sociales* sur le portail Persée

Les Jeux olympiques

Pierre Bourdieu = Actes de la recherche en sciences sociales = Année 1994 = Volume 103 = Numéro 103 = pp. 102-103

Pierre Bourdieu

LES JEUX OLYMPIQUES*

PROGRAMME POUR UNE ANALYSE

Qu'entendons-nous exactement quand nous parlons des Jeux olympiques? Le référent apparent, c'est la manifestation «réelle», c'est-à-dire un spectacle proprement sportif, confrontation d'athlètes venus de tout l'univers qui s'accomplit sous le signe d'idéaux universalistes, et un rituel, à forte coloration nationale, sition nationaliste, défilé par équipes nationales, remise des médailles avec drapeaux et hymnes nationaux. Le référent caché, c'est l'ensemble des représentations de ce spectacle que filment et diffusent les télévisions, sélections nationales opérées dans le matériau en apparence nationalisme indifférencié (puisque la compétition est internationale) qui se trouve offert sur le stade. Objet doublement caché, puisque personne ne le voit dans sa réalité et que personne ne voit qu'il n'est pas vu, chaque téléspectateur pouvant avoir l'illusion de voir le spectacle olympique dans sa vérité.

Du fait que chaque télévision nationale fait d'autant plus de place à un athlète ou à une pratique sportive qu'ils sont mieux faits pour donner satisfaction à l'orgueil national ou nationaliste, la représentation télévisée, bien qu'elle apparaisse comme un simple enregistrement, transforme la compétition sportive entre des athlètes originaires de tout l'univers en une confrontation entre les champions (au sens de combattants dûment mandatés) de différentes nations.

Pour comprendre ce processus de transmission sym-

spots publicitaires, devient un produit commercial obéissant à la logique du marché, et doit donc être conçu de manière à attirer et à retenir le plus durablement possible le public le plus large possible: outre qu'elle doit être offerte aux heures de grande écoute dans les pays économiquement dominants, elle doit se soumettre à la demande du public, en se pliant aux préférences des différents publics nationaux pour tel ou tel sport et même à leurs attentes nationales ou nationalistes, par une sélection avisée des sports et des épreuves propres à apporter des succès à leurs nationaux et des satisfactions à leur nationalisme. Il s'ensuit par exemple que le poids relatif des différents sports dans les organisations sportives internationales tend à dépendre de plus en plus de leur succès télévisuel et des profits économiques corrélatifs. Les contraintes de la diffusion télévisée affectent aussi de plus en plus le choix des sports olympiques, des lieux et des moments qui leur sont impartis, et le déroulement même des épreuves et des cérémonies. C'est ainsi que, aux Jeux de Séoul, les honneurs des finales clés de l'athlétisme ont été fixés (au terme de négociations sanctionnées par de formidables conditions financières) de manière à ce que ces épreuves soient placées à l'heure d'écoute maximale de début de soirée aux États-Unis.

Il faudrait donc prendre pour objet l'ensemble du champ de production des Jeux olympiques comme spectacle télévisé, ou mieux, dans le langage du marketing,

Annexe II

Exemple d'accès à la version électronique d'un titre de périodique papier depuis la notice du catalogue

1) Recherche sur le catalogue de la BU AVIGNON : revue de géographie alpine

The screenshot shows a catalog record for 'Revue de géographie alpine'. The record includes fields for Title, Author, Editor, Periodicity, Notes, and ISSN. A blue callout box points to the 'Recherche sur élargir la recherche' button. Another red callout box points to the 'Catalogues et d'autres ressources sur Internet' link in the sidebar.

Document Collections Exemplaires

Titre : *Revue de géographie alpine*
Collectivité(s) auteur(s) : *Institut de géographie alpine, Grenoble, Ed.*
Éditeur : *Grenoble : Institut de géographie alpine, 1920-2004 [Paris] : A. Colin, 2005-*
Périodicité : *Annuel 2009- Trimest. 1920-2008*
Notes : *Résumés en anglais à partir de 1972*
Notes : *Titre parallèle, juin 2004- : "Journal of alpine research"*
Notes : *À partir de 2009, l'éditeur fait le choix de diffuser sa revue trimestrielle en ligne, gratuitement, sur le site Revues.org et de publier un volume annuel sous forme papier.*
Titre(s) associé(s) : *De 1991 à 2000, la couv. porte en plus : "revue internationale de l'arc alpin" et : "revue internationale de la montagne = international journal of mountain research" de 2001 à mars 2004*
Suite de : *Recueil des travaux de l'Institut de géographie alpine, 0249-6178*
ISSN : *0035-1121 0035-1121*
Sujets : *Montagnes -- Périodiques*
Sujets : *Alpes -- Périodiques*
Autre édition : *119535815 Revue de géographie alpine (En ligne), 1760-7426*

Cliquer sur élargir la recherche

Cliquer sur élargir la recherche

2) Possibilités d'élargissement de la recherche à AtoZ notamment

The screenshot shows the 'Autres recherches' section with a list of search options. A blue callout box points to the 'AtoZ' link, which is highlighted with a green box.

Autres recherches *Élargir la recherche à d'autres catalogues et d'autres ressources sur Internet*

- 22 Google Livres
Recherche sur (+ Revue de géographie alpine) dans Google Livres
Recherche sur (Revue de géographie alpine) dans Google Livres
- 22 Catalogue des Bibliothèques universitaires, SUDOC (Système Universitaire de Documentation)
Recherche sur (+ Revue de géographie alpine) dans le SUDOC
Recherche sur (Revue de géographie alpine) dans le SUDOC
Recherche sur (Montagnes -- Périodiques) dans le SUDOC
- 22 Catalogue de la Médiathèque Ceccano, Avignon
Recherche sur (+ Revue de géographie alpine) dans le Catalogue de la Médiathèque Ceccano
Recherche sur (Revue de géographie alpine) dans le Catalogue de la Médiathèque Ceccano
- 1 AtoZ
Recherche sur (ISSN 0035-1121) avec AtoZ

Cliquer sur le lien AtoZ suivant

Relancer la recherche (Revue de géographie alpine) dans [Changer de TCD]

Fermer

3) Notice AtoZ (Ebsco) de la revue Géographie alpine en version électronique

The screenshot shows the AtoZ notice for 'Revue de Géographie alpine'. The notice is highlighted with a green box.

Recherche par titre de revue

Index Titres Sujets Recherche avancée À propos de ce site

Retour à la liste complète des titres | Recherche avancée | Affiner la recherche

Parcours: Recherche par titre de revue

00351121 Recherche

tous les titres Journals Only Uniquement les ouvrages

Titre(s) dont l'ISSN correspond exactement à 0035-1121: 1

Revue de Géographie alpine (Journal of Alpine Research)
OAJ: Directory of Open Access Journals 2007 à nos jours
ISSN: 1920-2006
Révisé(s): 2007 - 2011
Resource Type: Journal
ISSN: 0035-1121 ISSN en ligne: 1760-7426
Éditeur: Université Lumière Lyon 2

Titre(s) dont l'ISSN correspond exactement à 0035-1121: 1

Accès aux ressources imprimées
Catalogue du SUD d'Avignon
Catalogue du SUDOC

Téléphone : 04 90 16 25 19 ou 04 90 16 28 72
E-mail : ressources@bu.univ-avignon.fr
Modalités Bibliothèque de confidentialité

Annexe III

LA BIBLIOTHEQUE ELECTRONIQUE EN 2011

Bases de données juridiques et économiques

Titre	Coût	Contenu
Business Source - Econlit	7.803,89	Économie-Gestion
Dalloz.fr	3.048,97	Droit
Le Doctrinal Plus	6.957,79	Droit
JurisClasseur	6.373,94	Droit
LamyLine Reflex	5.041,80	Droit
Lextenso	2.368,37	Droit
Mementis Francis Lefebvre	3.210,06	Droit
Net permanent - ELNet	2.152,80	Droit
Total	36.957	

Bases de données interdomaines

Britannica
Dictionnaire Collins
Electre
Encyclopédie Multimedia Larousse
Le Grand Robert de la langue française
Encyclopaedia Universalis
Factiva
Global Books in print
Kompass

Périodiques électroniques

Cairn
JSTOR

Livres électroniques

Cyberlibris

Annexe IV

- SCD de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse -

PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS
Secteur Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion

2012-2013

A. Le contexte

1. Public du secteur documentaire en 2011

	Droit	Sciences Po	Économie-Gestion
Licence	(Licence et DU) 991	(Licence et DU) 407	(Licence, Licence pro, DU et DUT) 938 - dont 252 à l'IUT
Master	118	32	130
Doctorat	25		2
Enseignement	67		30 à l'IUT
Total du public	1640		1100

2. Budget du secteur documentaire en 2011

	Budget global	Droit	Science politique	Économie-Gestion
Monographies	46.561 €	30.265 €	5.587 €	10.709 €
Périodiques	33.133 €	24.518 €	1.658 €	6.957 €
Documentation papier	79.694 €	54.783 € soit 69 %	7.245 € soit 9 %	17.666 € soit 22 %
Documentation électronique	36.957 €	29.153 soit 79 %	<i>Non quantifiable</i>	7.804 € soit 21 %
Total du secteur documentaire	116.651 €	91.181 € soit 78 %		25.470 € soit 22 %

On note une augmentation sensible des crédits Monographies : 46.561 € en 2011 contre 40.536 € en 2010, grâce au fonds de réactivité (6.200 €) et à un reliquat (exceptionnel) de la documentation électronique (4.000 €).

Le plan de développement des collections du secteur Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion est élaboré lors de la Commission Consultative Spécialisée annuelle, en étroite collaboration avec les enseignants-chercheurs de l'Université.

B. Les Axes de développement

1. Par langues

- Langue française pour le Droit.
- Langue anglaise pour la Gestion de niveau Master et Doctorat (périodiques, bases de données).

2. Par supports

- Accroissement constant de la documentation électronique par rapport à la documentation papier

Plus spécifiquement, les abonnements de certains périodiques papier particulièrement onéreux (annuaires et encyclopédies juridiques à mises à jour) ont été progressivement reconvertis en abonnements aux bases de données en ligne correspondantes (*Mémentos Francis Lefebvre*, *JurisClasseur*, *Lamyline Reflex* et *Dalloz.fr*) pour profiter des modes de recherche plus performants, de la mise à jour permanente de l'information, de son accessibilité à partir de tous les postes de l'Université ainsi que par accès distants.

Conformément au PDC, le processus a été mené à son terme avec la conversion sur support électronique de la dernière encyclopédie juridique à mise à jour : les *Dictionnaires et codes permanents* des Éditions législatives, sous la forme de la base de données *Net permanent*.

Seuls **cinq périodiques incontournables** sont reçus à la fois sous forme papier et électronique : le *Recueil Dalloz*, *La Semaine Juridique*, *Les Petites affiches*, le *Recueil Lebon* et l'*AJDA*.

- Montée en puissance progressive des bases de données en ligne par rapport aux cédéroms

Si, globalement, les cédéroms sont progressivement abandonnés au profit des bases de données en ligne, plus réactives et bénéficiant d'une meilleure accessibilité à distance, des produits innovants comme les cédéroms interactifs multimédias *Droit in-situ* (version électronique de colloques et conférences juridiques) sont acquis car répondant à un besoin spécifique des enseignants et étudiants avancés. Ils sont accessibles à la Vidéothèque (prêt d'écouteurs sur demande).

- Un support innovant : le livre électronique

Les lecteurs peuvent désormais consulter depuis leur domicile une collection de livres électroniques (fournisseur Cyberlibris). L'offre comporte des manuels et autres ouvrages de niveau Licence en Droit, Économie et Gestion, certains en anglais. L'abonnement annuel a été préféré à l'acquisition définitive, afin de pouvoir remplacer chaque année les titres périmés par de nouvelles éditions.

- Enrichissement et diversification de l'offre en bases de données

La typologie de la documentation électronique est plus riche et plus variée en Droit qu'en Économie et Gestion.

Typologie des bases de données juridiques :

- Périodiques en ligne : *Lextenso*.
- Base de dépouillement bibliographique : *Le Doctrinal Plus*.
- Annuaires et encyclopédies juridiques à mises à jour : *Mémentis Francis Lefebvre*, *JurisClasseur*, *Lamyline Reflex*, *Dalloz.fr*, *Net permanent*.
- Bases de données officielles diffusant gratuitement l'information juridique (ou sur l'histoire des institutions) d'un État ou d'un groupement d'États au titre du service public : *Légifrance*, *Europa*, *ENA*.

Typologie des bases de données économiques et de gestion :

- Périodiques en ligne : *Business Source Elite, JSTOR*.
- Base de dépouillement bibliographique : *Econlit*.
- Annuaire des entreprises : *Kompass*.
- Bases de données officielles diffusant gratuitement l'information économique : *Eurostat, GDF, GEM, INSEE, WDI*.

Nous faisons l'acquisition de nos bases de données par l'intermédiaire de Couperin, consortium d'achat des universités françaises.

Désormais les lecteurs peuvent consulter la documentation électronique, non seulement à partir des postes informatiques de l'Université, mais aussi depuis leur domicile grâce aux accès distants.

3. Par cycles universitaires

a. Droit

- Une stratification par cycles relativement faible

D'une manière générale, les documents juridiques ne sont pas aussi strictement cloisonnés par cycles universitaires que, par exemple, les documents scientifiques : certains ouvrages (codes, recueils de jurisprudence...) sont autant consultés par l'étudiant de première année que par le chercheur ou le professionnel du droit.

- Documentation de niveau Licence

Manuels, mémentos, cours, travaux dirigés, annales, introduction à la discipline (présentation de la discipline, méthodologie, guide des études), lexiques et dictionnaires, guides pratiques, codes, grands arrêts (GAJA...), rapports officiels (La Documentation française), « Que sais-je ? »...

La documentation spécifique au niveau Licence se répartit de façon homogène sur l'ensemble de la discipline juridique : toutes les branches du droit (droit public, privé, pénal...) doivent bénéficier d'une couverture documentaire adéquate.

Pour répondre aux besoins des nombreux étudiants en Licence, ces documents sont acquis en deux exemplaires, sauf ceux recommandés par les enseignants qui le sont en trois.

En cas d'exemplaires multiples, l'un de ceux-ci est « exclu du prêt » afin de demeurer disponible à la consultation.

- Documentation de niveau Master et Doctorat

Traités, thèses (dactylographiées ou éditées : LGDJ...), mélanges, rapports de recherche (GIP Droit et justice...), actes de colloques, encyclopédies thématiques, documents du Centre de Documentation Européenne, reprints ou rééditions de textes faisant date dans l'histoire de la discipline (Panthéon-Assas : « Les Introuvables »)...

La documentation de niveau Master et Doctorat, plus spécialisée, suit les thèmes de l'enseignement et de la recherche à l'Université.

Les lecteurs étant moins nombreux, les documents sont acquis en un seul exemplaire.

- Un équilibre délicat à maintenir entre les cycles

En nombre de volumes, l'accroissement des collections de niveau Licence « pèse » bien sûr plus lourd afin de concourir à l'intégration harmonieuse et à la réussite universitaire des étudiants de première année.

Parallèlement à cette action, un effort particulier est maintenu depuis 2000 afin de répondre aux besoins documentaires spécifiques des étudiants avancés et des enseignants-chercheurs : acquisition systématique de mélanges, actes de colloques, collections de thèses (LGDJ : « Bibliothèque de droit privé, public », etc.).

Grâce à un partenariat avec le Centre National du Livre de 2001 à 2003, l'acquisition de collections antérieures de périodiques (*Recueil Dalloz*, *La Semaine juridique*, *Recueil Lebon*, etc.) a permis à notre bibliothèque de compenser partiellement la relative jeunesse de son fonds de niveau recherche.

b. Gestion

La stratification de la documentation par cycles universitaires est plus nette en sciences de Gestion.

- Documentation de niveau Licence

Monographies et périodiques en français, répartis entre la Bibliothèque centrale et l'Antenne documentaire de l'Agroparc (Bibliothèque IUT-IUP).

- Documentation de niveau Master et Doctorat

Périodiques et bases de données (essentiellement périodiques en ligne) en anglais ; les périodiques papier sont consultables à la Bibliothèque centrale.

La documentation de Gestion nécessite une concertation étroite entre la Bibliothèque centrale et l'Antenne documentaire de l'Agroparc. Une navette documentaire relie, chaque semaine, l'Agroparc et la Bibliothèque centrale ; elle permet aux lecteurs d'emprunter indifféremment ouvrages et périodiques de l'une ou l'autre de ces bibliothèques, facilitant ainsi l'accès de tous à l'ensemble du fonds documentaire du SCD.

4. Par disciplines et par thèmes

a. Par disciplines

Actuellement, la documentation de ce secteur s'articule essentiellement autour du Droit et de la Gestion, deux des grands axes identitaires définis par le Contrat quadriennal 2008-2011 de l'Université.

- La prédominance du Droit

Par rapport aux deux autres disciplines du secteur (Sciences politiques et Économie-Gestion), la prédominance quantitative de la documentation en Droit (nombre de mètres linéaires occupés par les collections, accroissement en nombre de volumes et en coût) traduit le poids important de l'enseignement juridique à l'Université (ancienneté, notoriété, nombre d'étudiants...).

- Une discipline en phase ascendante : l'Économie-Gestion

. La discipline Économie-Gestion reflète la convergence des centres d'intérêt de l'UFR-ip Droit Économie Gestion et de l'IUT. Depuis quelques années elle a acquis une vitalité nouvelle, concrétisée, entre autres, par la création d'une Licence rénovée Économie-Gestion et de Masters en

management et commerce international. Aussi le poids de cette discipline augmente-t-il régulièrement dans la répartition budgétaire du secteur...

- Le charme discret des Sciences politiques

Faute d'une demande spécifique de la communauté universitaire, les Sciences politiques sont restées longtemps assez minoritaires au sein du secteur documentaire. Toutefois, l'arrivée d'enseignants politistes, la création d'une Licence rénovée AES à orientation générale « Science politique » et d'un Master Politiques sociales témoignent d'un renouveau d'intérêt pour cette discipline.

b. Par thèmes

Au niveau de la documentation Master et Doctorat, les thèmes de l'enseignement et de la recherche à l'Université déterminent les grands axes de développement :

*** : visant à l'exhaustivité, à l'excellence.

Axes thématiques majeurs

- ***** Droit des contrats et des obligations** : 346.02 (*indice Dewey*)
Marchés publics : 346.023
- ***** Droit des biens culturels**
Droit de la culture : 344.09
Propriété intellectuelle : 346.048
Droit de la communication, du multimédia, de l'informatique et des réseaux : 343.099
- ***** Droit communautaire** : 341.242
Marché commun, aspects économiques de l'UE : 337.142
Construction européenne, aspects politiques de l'UE : 321.04
Droits de l'homme (protection européenne et internationale) : 341.48
- ***** Politiques sociales**
Science politique, sociologie politique : 320
Histoire de la pensée politique : 320.09
Droit social : 344
Droit de l'aide et de l'action sociale, droit de la Sécurité sociale : 344.02
Action publique, politiques publiques, gouvernance : 350
Collectivités territoriales, gouvernance territoriale : 352
- **Professions judiciaires**
(avocat, magistrat, commissaire de police...) : 347
Concours de la fonction publique (épreuves, préparation) : 351.3
- **Droit notarial**
Droit des biens, droit immobilier : 346.04
Droit rural : 343.076
Droit de la famille : 346.01
Droit des successions : 346.05
Droit fiscal, fiscalité des affaires : 343.04

- **Droit de l'agroalimentaire** : 343.076
 Droit de l'agriculture et de l'agroalimentaire, droit rural : 343.076
 Droit de l'environnement, droit de l'eau : 344.046
 Droit de la consommation, droit de l'alimentation : 343.071
 Agriculture (aspects économiques), marchés agroalimentaires : 338.1
- **Administration publique** : 350
 Droit constitutionnel et institutions politiques : 342
 Droit administratif : 342.06
 Droit de l'urbanisme : 346.045
- **Économie sociale et solidaire** : 334
 Coopératives, mutuelles, économie associative : 334
 Commerce équitable : 338.91
 Développement durable : 333
 Management responsable : 658.401
- **Gestion** : 650 à 659
 Marketing : 658.8
 Management des ressources humaines : 658.3
 Gestion financière de l'entreprise : 658.15
 Stratégie d'entreprise : 658.401
 Droit de l'entreprise : 343.08
 Commerce international : 337
 Transport (logistique) : 658.7
 Banque : 332.1 et 346.08 (droit bancaire)
 Assurances : 368 et 346.08 (droit des assurances)

Axes thématiques mineurs

- Théorie du droit, philosophie du droit : 340.1
- Histoire du droit : 340.09
- Droit du tourisme : 344.094
- Droit du sport : 344.099